

Introduction

Nolwen Henaff, Jean-Yves Martin

Au Viêt-nam, les rapports entre l'État et la société sont traversés par des mouvements contradictoires. Alors que le volontarisme, caractéristique majeure de la politique vietnamienne, s'est forgé au cours de la lutte pour la libération face aux dominations étrangères, il a souvent dû composer avec les impératifs du moment, devant lesquels il a pu parfois sembler s'effacer. L'équilibre entre le volontarisme, qui cherche à maximiser le bien-être collectif et le laisser-faire, qui, en accroissant la marge individuelle au sein du collectif, tend à améliorer l'efficacité économique, est difficile à trouver. L'évolution du mode d'action de l'État peut s'interpréter comme la recherche d'un point d'équilibre qui se déplace sans cesse. Tout excès appelle un mouvement de correction en sens inverse. Ainsi, les mouvements anarchiques que peut favoriser un certain laisser-faire ouvrent la voie à des tentations autoritaires. Alors que les mouvements de correction peuvent amener des réactions dirigistes, c'est un très grand pragmatisme qui préside à l'ensemble des mouvements observés.

Un équilibre doit être trouvé en permanence entre les différents échelons d'intervention de l'État. L'autorité de l'État doit pouvoir s'exercer jusqu'à la base de la société, et jusque dans les zones les plus montagneuses et les plus reculées. Ses échelons s'articulent verticalement sur une base hiérarchique, et horizontalement, dans l'espace géographique. L'État doit veiller au bien-être collectif, alors que la perception même du collectif varie d'un échelon à l'autre, et peut entraîner une concurrence au plan géographique entre des échelons de même niveau. En d'autres termes, au Viêt-nam, l'équilibre du pouvoir oscille en permanence entre le niveau central et le niveau local, entre la prééminence du pouvoir central et l'autonomie villageoise [Nguyễn Tung, Nguyễn Duong Binh, 1999 : 85-108], et entre le collectif et l'individu [Boudarel, 1983 : 31-106].

L'histoire du Viêt-nam moderne peut ainsi se décomposer en périodes marquées par des équilibres différents. Le volontarisme révolutionnaire débouche très naturellement, dès l'indépendance, sur une démarche dirigiste visant à mettre en pratique les principes fondateurs du pays dans le cadre d'un mode de production socialiste [Beresford, 1988], pour « un peuple éduqué, une nation forte, un pays prospère ».

Tout au long de cette histoire cependant, la recherche d'une plus grande efficacité économique, dont on pressent très tôt qu'elle repose sur un accroissement de la liberté individuelle, entraîne des tentatives de réforme, au départ très localisées, qui seront finalement généralisées. Le local est tout à la fois un terrain d'expérimentation, dont la dimension réduite facilite l'évaluation, et souvent la source même des initiatives d'expérimentation [Dang Phong, Lê Van Cuong, 1997]. Si le Centre perd parfois l'initiative de l'innovation, il ne se départit jamais de sa capacité

d'observateur et juge, et réagira toujours de manière très pragmatique. C'est ainsi que le Renouveau (*doi moi*), loin de constituer une rupture avec le passé, s'inscrit dans la logique de l'évolution du système, et donc dans un processus.

Pendant des siècles, le Viêt-nam a été tour à tour uni et divisé [Lê Thanh Khôi, 1992; Brocheux, Hémery, 1995]. Dans cette histoire tourmentée, les périodes d'indépendance et de paix sont brèves. De 1945 à 1975, le Viêt-nam est une nation en guerre. La guerre imprime sa logique, impose un mode d'organisation spécifique de la société et de l'économie, et réclame en permanence son tribut, en ressources matérielles et humaines. S'impose ainsi une rationalité stratégique qui s'articule autour de deux axes, l'un géographique, l'autre sectoriel. L'organisation du Nord pour sa défense conduit au morcellement du territoire, la dispersion maximale constituant la meilleure défense. Parce que la survie repose sur l'autosuffisance dans tous les domaines, la situation entraîne le développement de l'autonomie et de l'initiative locales. Pénurie, rationnement et isolement imposent de trouver des solutions locales, et autorisent de fait le franchissement de certaines barrières. Parallèlement, l'organisation de la nation pour son développement conduit à la mise en place d'une division du travail entre la masse et l'élite, entre l'armée et la société civile, entre le niveau central et le niveau local. Il s'agit à la fois de combler le retard et de préparer l'avenir. Combler le retard, c'est mettre en place les fondements d'une économie indépendante à travers l'électrification et le développement des infrastructures et de l'industrie lourde, mais c'est aussi l'alphabétisation et la généralisation de l'enseignement de base comme fondement de la nouvelle société, à travers « une politique d'éducation de guerre et de construction du socialisme » [Lê Thac Can, 1993]. Préparer l'avenir, c'est

former des élites capables de gérer le pays et de l'amener sur la voie de la modernisation. À l'urgence de la situation s'oppose la logique du fonctionnement de la planification centralisée, qui se déroule imperturbablement. Les objectifs à moyen et long terme de la planification l'emportent sur les nécessités de la vie quotidienne, l'investissement sur la consommation. De même, les étudiants sont mis en réserve, et ne seront pas engagés dans les combats, sauf à franchir le pas individuellement. Un réservoir de cadres est ainsi alimenté en permanence, tout au long de la période.

À partir de 1975, la guerre se déplace à l'extérieur des frontières nationales (Cambodge, puis sur la périphérie septentrionale (Chine) [SarDesai, 1997 : 336-40]. La logique de guerre se maintient alors que la réunification nationale devient un objectif prioritaire. Il s'agit d'harmoniser deux systèmes aux logiques opposées, en étendant au Sud l'organisation politique, sociale et économique mise en œuvre au Nord depuis 1945. En prenant le pouvoir en 1954 la République démocratique du Viêt-nam (RDVN) avait pour objectif de construire une société socialiste et a mis en œuvre à cet effet une politique d'appropriation collective des moyens de production et d'égalitarisme social. À l'inverse, au départ des français en 1954, la République du Viêt-nam (RVN), au Sud, est restée dans une logique capitaliste, les bourgeoisies urbaine et rurale et les grands propriétaires fonciers restant en place. Les grandes orientations de la politique éducative du Nord sont celles d'une transmission généralisée des savoirs à travers l'alphabétisation et l'enseignement de base. Au Sud, l'accès à l'éducation est demeuré restreint, dans la ligne de l'héritage colonial. En matière de travail et de protection sociale, l'État garantit au Nord l'accès généralisé au travail, aux moyens de production, et à la protection sociale, avec une échelle de rémunération aplatie. Au Sud, la

décolonisation n'a pas entraîné de reconfiguration du mode de production. Le Sud reste donc en arrière en matière de protection des travailleurs et il n'y a d'autre régulation que celle du marché.

En 1975, les situations économiques du Nord et du Sud sont également très contrastées, bien que les deux régions aient été également ravagées par la guerre. Le Nord est exsangue, épuisé en particulier par l'effort d'investissement pour le développement et par l'effort de guerre et tout est rationné dans une économie quasiment démonétarisée. Le Sud, sous perfusion américaine, et doté d'une nature exubérante, peut donner à l'inverse l'illusion de l'abondance [Beresford, 1991]. Ses richesses mettront cependant du temps à se matérialiser. Les conflits liés aux tentatives de collectivisation dans le Sud entravent la croissance de la production agricole [Lâm Thanh Liêm, 1984]. Par ailleurs, la victoire de l'armée du Nord provoque une fuite massive et soudaine des capitaux et de l'élite intellectuelle du Sud, qui déstabilise l'économie et la société dans cette partie du pays. Le phénomène sera aggravé à la fin de la décennie par le départ des vietnamiens d'origine chinoise et la tentative d'appropriation de leurs capitaux, qui va en outre entraîner la désorganisation des circuits de commercialisation. Les ressources humaines, matérielles et financières disponibles ne sont pas à la mesure des besoins induits par la reconstruction et la réunification du pays. Pourtant, le plan quinquennal de reconstruction 1976-1980 manifeste un volontarisme d'une intensité équivalente à celle qui a prévalu pendant toute la période de guerre. L'effort d'investissement consenti pour permettre au Sud d'effectuer un rattrapage par rapport aux acquis du Nord en matière d'éducation, de santé, de développement des infrastructures et de l'industrie achève de vider les caisses. L'intervention au Cambodge enfonce encore un peu plus le Viêt-nam dans

la crise par son coût, d'une part, et par le tarissement de l'aide internationale qui s'ensuit, d'autre part. La crise économique est d'une gravité sans précédent. La croissance s'arrête et une grave pénurie alimentaire s'installe.

La guerre est finie mais des comportements de survie se mettent en place au niveau local ou individuel qui ouvrent des brèches dans l'organisation collective de la production et de la distribution, en particulier dans l'agriculture [Dao Thê Tuan et Bergeret, 1995; Lâm Thanh Liêm, 1985], domaine dans lequel les résultats en matière de croissance ont été particulièrement spectaculaires. Progressivement, on glisse d'un système dans lequel production et distribution sont collectives à un système double dans lequel l'appropriation individuelle du surplus autorise sa commercialisation sur des marchés libres. Le passage d'un système à un autre peut apparaître d'autant plus acceptable que les grands objectifs de la révolution et de l'édification du socialisme semblent globalement atteints au niveau national, en particulier en matière d'éducation, de santé, de protection sociale, de planification familiale... Le peuple est éduqué, le pays est réunifié. Reste à rendre la nation prospère.

Au milieu des années 1980, le Viêt-nam peut en effet s'enorgueillir des résultats obtenus par la mise en œuvre des politiques portant sur des domaines considérés comme prioritaires depuis l'indépendance, en particulier l'éducation [MOET, 1990 ; Hainsworth, 1993] et la santé [Beresford, 1988]. Si le gouvernement est conscient que l'effort doit se poursuivre dans ces domaines, les priorités se déplacent. À l'issue de dix ans de paix dans un pays réunifié, la persistance du marasme économique et de la pauvreté, et les problèmes liés à l'industrialisation rendent nécessaire une modification des orientations économiques, un infléchissement du discours et un assouplissement de l'encadrement

social. C'est pour répondre à cette nécessité qu'est lancée la politique de Renouveau.

Le VI^e Congrès du PCV en 1986 légitime les initiatives qui sont à l'origine de cette évolution, et les globalise pour les transformer en stratégie de développement. La planification impérative devient indicative à l'issue du VI^e plan, qui se termine en 1990. C'est désormais dans un cadre renouvelé que s'organise la restructuration du système productif. Production et commercialisation s'individualisent, ce qui se traduit par une généralisation des rapports marchands dans un système où seul un nombre restreint de prix sont administrés, et d'où disparaissent progressivement les subventions. Le secteur privé, qui avait dans un premier temps été autorisé à participer à l'activité économique, est appelé à jouer un rôle aux côtés du secteur d'État et du secteur collectif dans le développement national. Ces nouvelles orientations permettent progressivement au Viêt-nam de sortir de l'isolement international dans lequel il se trouvait depuis la fin des années 1970 et d'ouvrir et de diversifier ses échanges internationaux.

Quinze ans après, on peut tenter de faire un bilan des transformations économiques et sociales engendrées par ce mouvement lancé en 1986, dans les domaines de l'éducation, de la formation, du travail et de l'emploi. Ces domaines sont étroitement liés et particulièrement révélateurs des changements à l'œuvre dans l'économie et la société. En effet, l'éducation et le travail sont au cœur de la symbolique socialiste dans ses valeurs comme dans ses certitudes et dans sa reproduction. Ils sont les éléments fondamentaux du développement des forces productives. Au sein du collectif et de ses idéaux, la voie de la réalisation individuelle est toute tracée. L'application dans l'étude est récompensée par le travail. Le travail est à son tour synonyme de réussite sociale et donne accès à un éventail de

positions et d'avantages. Dans un pays qui continue à se réclamer du socialisme, l'éducation et le travail gardent une place centrale, mais le système d'émulation se transforme. Le *doi moi*, issu de la crise économique, se veut un projet de conciliation des valeurs du socialisme et des forces du marché. L'autonomisation des choix individuels imposée par le marché, et supposée assurer l'efficacité économique, ne garantit plus les équilibres sociaux et les valeurs collectives. La notion même de « socialisme de marché » porte en elle cette contradiction. Le rôle de l'État en est modifié.

Le réajustement du système redistributif, la reconnaissance du caractère pluri-sectoriel de l'économie et de la société, et la nécessité dans laquelle s'est trouvé l'État d'élargir le champ de ses ressources budgétaires ont une forte incidence sur la définition et la conduite de la politique d'éducation-formation. Par ailleurs, en supprimant le plein emploi, le Renouveau expose l'économie vietnamienne à la hantise du chômage et impose d'innover dans tous les domaines qui touchent au travail. La réforme amène une redéfinition des politiques sectorielles et un réajustement de leurs objectifs, et permet l'émergence de nouvelles composantes de l'économie et de la société dont l'activité doit s'articuler avec ces politiques, et peut, dans une certaine mesure, les infléchir (Chapitre 1).

Alors que le démantèlement du COMECON prive le Viêt-nam de ses partenaires économiques et de ses principaux appuis, il lui permet, paradoxalement, de lever les obstacles à la mise en œuvre de la politique de Renouveau. L'entrée dans l'ASEAN, la fin de l'embargo, la réorientation du commerce extérieur et l'intensification des échanges sur le marché intérieur, en permettant une croissance soutenue, entraînent la fin du rationnement et une élévation du niveau de vie. La nouvelle stratégie de

développement fait appel à l'initiative individuelle, que l'État a pris le parti de libérer sans en abandonner le contrôle, et entraîne de profondes transformations dans l'économie et la société (Chapitre 2).

De nouvelles logiques se mettent en place et s'ajustent en permanence. Elles se manifestent non seulement dans le rapport à la propriété, mais aussi à l'enrichissement, au travail, à l'éducation, à la santé et à la protection sociale. Le collectif perd son hégémonie et doit composer avec l'individu et la famille. Se configure ainsi une dialectique nouvelle. Chacun se sent incité à trouver par lui-même les réponses à ses besoins propres. Dans le domaine de l'éducation comme dans celui du travail, les stratégies individuelles et familiales sont marquées par l'incertitude et la recherche de l'efficacité (Chapitre 3). Face aux individus et aux ménages, l'État et les institutions, enserrés dans les changements qu'ils ont engendrés doivent ajuster leurs stratégies tandis que de leur côté, les entreprises, libérées mais soumises à la concurrence, cherchent à minimiser le risque inhérent à leur activité (Chapitre 4). Ces stratégies contribuent à la reconfiguration de l'environnement économique et social. Selon les acteurs et les milieux concernés, ce mouvement produit des effets qui se conjuguent ou s'opposent, conduit à des avancées mais aussi à des déséquilibres, lève de vieilles barrières et génère de nouvelles possibilités, mais aussi de nouvelles contraintes...

Les avancées dans le domaine de l'éducation depuis le *doi moi* sont notables. Elles s'accompagnent toutefois d'un mouvement de différenciation entre le rural et l'urbain et à l'intérieur de ces milieux, entre les plus pauvres et les plus aisés. Ce mouvement constitue une entrave au plein développement des ressources humaines au plan national. Outre les problèmes que cela pose en matière d'équité sociale, la sous-utilisation du potentiel pourrait empêcher le

Viêt-nam de générer des avantages comparatifs propres lui permettant de faire véritablement face à la concurrence, en particulier régionale, et de prendre le virage de la nouvelle économie du savoir (Chapitre 5). En outre, l'abandon de la planification centrale a rompu l'articulation entre l'éducation et l'emploi, les évolutions propres du système d'éducation-formation d'une part, et de l'emploi d'autre part, tendant à accentuer la déconnexion (Chapitre 6).

Parallèlement, le développement du marché du travail, qui découle de la fin du plein emploi, impose de nouvelles contraintes à la politique industrielle, en matière de création d'emploi et de choix technologiques (Chapitre 7). Ce développement dans le cadre d'une économie dont le caractère pluri-sectoriel est maintenant reconnu impose une redéfinition du rôle de chacun de ces secteurs, et en particulier du secteur d'État, en tant qu'employeurs soumis à des impératifs de compétitivité (Chapitre 8).

La contrepartie de la libération de l'initiative individuelle, c'est la fin du « subventionnisme »¹, c'est-à-dire la fin du système redistributif et la reconfiguration des sources de financement. Une place de plus en plus grande est faite à la participation des individus au financement de leur accès aux dimensions basiques du « bien-être », qui contribue progressivement à amenuiser le domaine de l'État et à ébranler les acquis. Non seulement les différents secteurs sociaux ont perdu de leur efficacité, alors que la durabilité des progrès économiques appelait leur modernisation, mais on note une hétérogénéité grandissante dans l'accès même aux services publics. (Chapitre 9).

Enfin, le secteur rural, en particulier dans sa composante agricole, est à la fois le secteur le plus peuplé et celui qui

¹ Expression utilisée par les vietnamiens francophones pour traduire « thêi bao cêp » [période de subvention] terme qualifiant la période de planification centralisée.

assure la plus grande partie du revenu national. Pourtant, il reste paradoxalement en marge en matière d'éducation, de protection sociale et de législation du travail. En dépit d'un très grand dynamisme, il connaît une évolution structurelle lente, et un processus de différenciation basé sur les inégalités face à la prise de risque, qui se traduit en retour par des capacités contrastées d'innovation (Chapitre 10).

Les mouvements contradictoires qui traversent le Viêt-nam, en particulier depuis le lancement du *doi moi*, ont été suscités par un débat antérieur à la réforme, et qui se poursuit aujourd'hui. S'il porte toujours sur les moyens à mettre en œuvre pour atteindre l'efficience économique en vue d'améliorer le bien-être collectif, il s'est déplacé de la reconnaissance d'une économie pluri-sectorielle vers le rôle que doivent jouer les différents secteurs, en particulier l'État, dans l'économie et la société.

Le séminaire co-organisé en juillet 2000 à Hanoi par l'IRD, le MOLISA, l'IUED et la Banque Mondiale sur le thème « Travail, emploi et Ressources Humaines au Viêt-nam – 15 ans de Renouveau » a permis de mettre en évidence les différents éléments du débat actuel, appliqués aux domaines particuliers du travail et de l'éducation, tels qu'ils peuvent être formulés par des membres de la communauté scientifique vietnamienne, par des décideurs politiques, et par des acteurs de la mise en œuvre des politiques sur le terrain (Chapitre 11).

Les différents chapitres de cet ouvrage, rédigés par des auteurs d'horizons divers, à la fois par l'origine géographique et le rattachement institutionnel, font le bilan des évolutions qu'a connues le Viêt-nam dans les domaines de l'éducation et du travail au cours des quinze dernières années. Ces dimensions apparaissent indissociables et fondamentales dans l'évolution contemporaine du Viêt-nam.

C'est l'ensemble du processus de Renouveau que les analyses présentées permettent de saisir.

Bibliographie

- BERESFORD M. [1988], *Vietnam – Politics, economics and society*, London and New York, Pinter Publishers, 242 p.
- BERESFORD M. [1991], "The impact of economic reforms on the South", in Forbes D., Hull T. H., Marr D. J. and Brogan B. (ed.), *Doi Moi – Vietnam's policy and performance*, Political and Social Change Monograph n°14, Canberra, Australian National University, 263 p.
- BOUDAREL G. [1983], "L'idéocratie importée au Vietnam avec le maoïsme", in Boudarel G. et al., *La bureaucratie au Vietnam*, Vietnam-Asie-Débats-1, Paris, L'Harmattan : 31-106
- BROCHEUX P., HEMERY D. [1995], *Indochine, la colonisation ambiguë (1858-1954)*, Paris, La Découverte, 427 p.
- DANG PHONG, LE VAN CUONG [1997], "La transition économique vietnamienne : ses origines, son devenir", Colloque CNRS-CNSNT, Hanoi, 23-09-1997 (multigraphie), 12 p. Publié sous le titre : Đặng Phong và Lê Văn Cường [1998] "Chuyển đổi kinh tế ở Việt Nam : nguồn gốc và lộ trình", *Thời Đại* : 76-87
- DAO THÊ TUÂN, BERGERET P. (ed) [1995], *New peasants of the Red River Delta*, Special issue of *Vietnamese Studies*, n°115-1.
- HAINSWORTH G. B. [1993], "Human Resource Development in Vietnam" in Than M. and Tan J. (eds.), *Vietnam's Dilemmas and Options: The Challenge of Economic*

Transition in the 1990s, Singapore, Institute of Southeast Asian Studies, 306 p.

LAM THANH LIEM [1984], "Collectivisation des terres et crise de l'économie rurale dans le delta du Mékong (1976-1980)", *Annales de Géographie*, XCIII, n° 519 : 547-575.

LAM THANH LIEM [1985], "Nouvelles réformes et crise persistante de l'économie rurale dans le delta du Mékong (1981-1985)", *Annales de Géographie*, XCIV, n° 524 : 385-410.

LÊ THẠC CÁN [1993], "Education and human resources in Vietnam" in *Population and Human resources in Vietnam*.

LE THANH KHOI [1992], *Histoire du Viêt Nam des origines à 1858*, Paris, Sudestasia, 452 p.

MOET [1990], *45 years of educational development in Vietnam*, Hanoi, Education Publishing House, 60 p.

NGUYEN TUNG, NGUYEN DUONG BINH [1999], "Organisation politique et sociale", in Nguyễn Tung (éd.), *Mông Phu, Un village du delta du fleuve Rouge (Viêt-nam)*, Paris, L'Harmattan : 85-108.

SARDESAI D. R. [1997], *Southeast Asia – Past and present*, Chiang Mai, Silkworm Books, 4th edition, 422 p.